

# **L'Empire du moindre mal Essai sur la civilisation libérale, de Jean-Claude Michéa**

**un livre**

L'ARÉVUE NOUVELLE - NOVEMBRE 2008

PRÉSENTATION CRITIQUE PAR FLORENCE DELMOTTE

Sous un beau titre un peu accrocheur, c'est à une réflexion philosophique et politique exigeante que Jean-Claude Michéa nous convie dans son dernier essai<sup>1</sup>. Au moment précis où l'on s'inquiète une nouvelle fois, dans le sillage de la « crise des *subprimes* », de la viabilité du capitalisme financier, sa lecture semble tomber à point nommé. C'est bien le cas, mais pas tout à fait pour les raisons que l'on imagine. Par sa gravité supposée, la crise économique actuelle entraîne certes une profonde crise de confiance, fût-elle momentanée, au point que certains, à droite, se proposent de « refonder le capitalisme », à grands coups de déclarations puis de renationalisations partielles. Ces discours et les mesures envisagées face à l'urgence de la situation ne

concernent cependant jamais que les dérives, les excès, ou encore les perversions du libéralisme *économique*. Or, dans son ouvrage publié l'an passé, Michéa entend nous démontrer l'insanité du libéralisme *tout court*, dont le volet économique ne peut être considéré isolément, compte tenu de l'unité profonde de la doctrine idéologique sur laquelle il repose. Et loin de s'inquiéter de la santé des institutions bancaires, des places boursières et de leurs indicateurs, le philosophe pointe bien plutôt les menaces que fait peser sur l'humanité tout entière le capitalisme sauvage, autre nom du « libéralisme réellement existant » et seule traduction possible du projet moderne.

Sans ambiguïté, cet ouvrage court, parfois difficile et toujours dérangeant, tente alors de revivifier un discours — d'aucuns diront un « combat » — pratiquement abandonné par la pensée politique. La fin des régimes communistes à l'Est de l'Europe il y a bientôt vingt ans, en entérinant

<sup>1</sup> Agrégé de philosophie, Jean-Claude Michéa est notamment l'auteur d'*Orwell, anarchiste tory* (Paris, Climats, 1995) et d'*Impasse Adam Smith* (Paris, Champs-Flammarion, 2006). *L'Empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale* est publié aux éditions Climats (2007).

le déclin des marxismes, semble en effet avoir largement hypothéqué la possibilité d'une réflexion critique ne s'inscrivant pas à l'intérieur du paradigme libéral. « Nous voici condamnés à vivre dans le monde dans lequel nous vivons » : en 1995, c'est par ces mots que François Furet, communiste repent, résumait la fin d'une « illusion » désormais conjuguée au passé pour l'histoire comme pour lui<sup>2</sup>. Michéa ne cite pas l'historien français mort en 1997. Mais cette phrase résume on ne peut mieux la soumission intellectuelle autant que politique à laquelle l'idéologie au pouvoir semble forcer : ce renoncement volontaire à penser autrement que Michéa dénonce avec vigueur en fustigeant la « gauche » d'aujourd'hui. C'est ainsi avant tout à son propre camp que l'auteur adresse sa leçon de philosophie et de socialisme moral, un socialisme instruit des intuitions anthropologiques et psychologiques des théories anarchistes. Tout en nous résignant par avance à ne pas pouvoir, dans cet exercice de synthèse, rendre justice à la profondeur, à la complexité et à l'érudition qui caractérisent les sept chapitres d'un ouvrage qui n'a rien du pamphlet, nous tâchons ci-après de résumer quelques-uns de ses principaux enseignements.

### Il n'y a pas de bon libéralisme, il n'y en a qu'un seul

À partir d'un point de vue qui ne doit rien ou presque au « matérialisme historique » et assume les partis pris inhérents à la « mise en évidence d'une logique philosophique », Michéa entend tout d'abord, selon ses propres termes, « simplifier la question » et démontrer l'« unité du libéra-

lisme ». Pour lui, « le monde sans âme » du capitalisme contemporain constitue bien la seule concrétisation historique possible de la doctrine libérale. Cela implique qu'on ne peut pas opposer un « bon » (vieux) libéralisme politique ou culturel émancipateur à un « mauvais » (néo-)libéralisme économique nuisible. C'est d'ailleurs selon Michéa la responsabilité de la « gauche », de plus en plus coupée de ses bases populaires depuis l'échec de 68, d'avoir entretenu cette illusion en se consacrant quasi exclusivement à la défense « des droits et libertés » ou à la lutte « contre toutes les discriminations », contribuant ainsi à légitimer et à renforcer un système dont la logique interne ne permet pas en réalité de disjoindre les deux piliers : le droit et le marché.

Pour le comprendre, il faudrait remonter aux sources du libéralisme philosophique, qui sont les mêmes que celle du projet moderne. Michéa rappelle alors que deux éléments jouent un rôle particulièrement important pour la modernisation des sociétés européennes qui s'enclenche au tournant du XVI<sup>e</sup> siècle : l'invention de la science expérimentale de la nature et surtout le « traumatisme historique extraordinaire » provoqué par l'ampleur et la durée des guerres.

La première rendrait philosophiquement pensable le projet moderne de rendre les hommes « possesseurs et maîtres » de la nature et fournirait une autorité symbolique opposable à celle de l'Église ; la science offrirait en outre une assise métaphysique à la notion de « progrès » et favoriserait la croyance en la possibilité de traiter scientifiquement et de résoudre de manière impartiale les problèmes inhérents à la vie sociale.

Et à l'époque, il importe en tout premier lieu de mettre fin aux affrontements qui déchirent les États de l'intérieur. L'introduction

<sup>2</sup> François Furet, *La Fin d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

d'armes  
draient en  
meurtrie  
Ils ont pa  
du moin  
la guerre  
principal  
ce contex  
aux prog  
finir les  
manité d

La soluti  
politique  
s'abstien  
quelconq  
doit se co  
tés conce  
nombre  
mots, il  
blic les c  
les car c  
bles et c  
la nécess  
tance ne  
et de leu  
quel défi  
garantir  
principe

Cepend  
trouve v  
par les p  
son proj  
n'a dès l  
ter neut  
traiter a  
noue pr  
tre le lib  
économi  
du seco  
— le dro  
nomie.  
main ir  
question  
libre de  
« nature

âme » du  
titue bien  
e possible  
que qu'on  
» (vieux)  
l'émanci-  
béalisme  
eurs selon  
gauche »,  
ases popu-  
voir entre-  
ant quasi  
s droits et  
toutes les  
ainsi à lé-  
ie dont la  
en réalité  
droit et le

remonter  
osophique,  
du projet  
que deux  
lièrement  
on des so-  
enche au  
tion de la  
re et sur-  
extraordi-  
t la durée

iquement  
endre les  
es » de la  
é symboli-  
la science  
aphysique  
riserait la  
ter scienti-  
nière im-  
s à la vie

emier lieu  
qui déchi-  
roduction

d'armes et de stratégies nouvelles ren-  
draient en effet ces conflits infiniment plus  
meurtriers et dévastateurs qu'auparavant.  
Ils ont par ailleurs pris une forme inédite,  
du moins à ce degré d'intensité : celle de  
la guerre civile idéologique dont la forme  
principale est la guerre de religion. Dans  
ce contexte, instituer une société conforme  
aux progrès de la raison revient alors à dé-  
finir les conditions qui permettront à l'hu-  
manité de sortir de l'horreur de la guerre.

La solution libérale est d'abord, il est vrai,  
politique. Elle pose que le pouvoir doit  
s'abstenir d'imposer aux individus une  
quelconque conception de la vie bonne et  
doit se contenter de faire coexister les liber-  
tés concurrentes en définissant un certain  
nombre de règles communes. En d'autres  
mots, il convient de chasser de l'espace pu-  
blic les convictions et autres valeurs mora-  
les car celles-ci sont forcément inconcilia-  
bles et causes de conflits incessants. D'où  
la nécessité de désigner un arbitre, une in-  
stance neutre située au-dessus des individus  
et de leurs conceptions du bien, le droit, le-  
quel définit la fonction essentielle de l'État :  
garantir son application effective selon les  
principes de la justice.

Cependant, le libéralisme par le droit se  
trouve vite confronté au problème, pointé  
par les premiers socialistes, de la vacuité de  
son programme éthique. Selon Michéa, il  
n'a dès lors pas d'autre choix, s'il veut res-  
ter neutre axiologiquement, que de sous-  
traiter aux mécanismes du marché. Ici se  
noue précisément le lien indéfectible en-  
tre le libéralisme politique et le libéralisme  
économique. Le premier ne peut se passer  
du second. La forme de la société libérale  
— le droit — a besoin d'un contenu — l'éco-  
nomie. C'est ainsi qu'incombe à la célèbre  
*main invisible* d'Adam Smith de régler la  
question morale : c'est l'Économie, enfin  
libre de se développer selon ses propres lois  
« naturelles » — mais surtout bien protégée

gées par la justice d'État « sans idées » —,  
qui rendra les hommes heureux et, dans la  
foulée, fraternels et bons puisque libérés de  
l'envie et du ressentiment.

Pour Michéa, rien n'est évidemment moins  
sûr. Ne fût-ce que parce que la croissance  
illimitée censée engendrer l'honnêteté et  
la générosité dans les cœurs repose précisé-  
ment, selon les économistes libéraux, sur la  
poursuite par chacun de son strict intérêt  
égoïste bien compris.

### **Le droit et le marché : deux processus sans sujets pour une société sans valeurs**

La paix civile, au départ du projet moderne  
essentiellement marqué par l'horreur de  
la guerre, n'est donc pensable que si tou-  
tes « tentations morales », religieuses ou  
non, ont été neutralisées. Autrement dit,  
la société *doit* être sans valeurs puisque ce  
sont celles-ci qui font verser le sang. Les  
deux instances sous le contrôle desquelles  
les libéraux proposent de placer l'existence  
collective des individus ne peuvent dès lors  
être conçues que comme des mécanismes  
idéologiquement neutres. Mieux : comme  
des « processus sans sujets », compte tenu  
de l'éternel et dangereux penchant des  
hommes à prétendre agir moralement.  
D'où, d'ailleurs, le paradoxe d'un État libé-  
ral qu'on désire minimal, puisqu'il doit sans  
cesse intervenir sur la société pour défendre  
les conditions du laisser-faire, pour « briser  
les résistances culturelles au changement »,  
ainsi que l'a bien montré Polanyi<sup>3</sup>.

Ainsi, le droit n'a pour fonction que de ga-  
rantir un ordre « juste », c'est-à-dire d'assu-  
rer la coexistence pacifique de libertés iné-

<sup>3</sup> Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, traduit de l'anglais  
par Catherine Malamoud, Paris, Gallimard, 1983 (1944).

vitiblement rivales sans jamais s'appuyer sur le moindre jugement de valeur. Voué de ce fait même à un mouvement sans fin, le seul terme logique de ce « programme d'épuration » est en effet la reconnaissance officielle du « droit de tous sur tout », au fondement de la « guerre de tous contre tous » que redoutait tant Hobbes... et qui pour Michéa résume pourtant bien l'ambition de la gauche ces dernières décennies.

De son côté, le marché produirait des effets identiques. La croissance représente en effet l'unique fondement réel du lien social moderne ainsi que la seule condition du salut. Et il faut, pour la garantir, que la concurrence soit « libre et non faussée » et surtout que les individus se comportent « rationnellement ». C'est-à-dire qu'ils ne se préoccupent que de maximiser leurs « intérêts » sans jamais se laisser influencer par des considérations morales ou idéologiques, par exemple en ce qui concerne les effets de leur comportement « rationnel » pour la nature ou pour l'humanité elle-même. Or, souligne Michéa, non seulement cet impératif témoigne d'un ethnocentrisme borné et d'une naïveté psychologique étonnante de la part d'une doctrine qui se réclame à l'origine du réalisme politique. Mais encore l'axiomatique de l'intérêt et de l'égoïsme atteste bien la rupture profonde entre l'humanisme de la Renaissance et l'idéologie libérale.

### **La société ouverte n'est pas une société décente : une leçon de socialisme**

Les défenseurs du libéralisme ont, il est vrai, prévu une solution de repli, reconnaît Michéa. Une clause annexe de leur doctrine défend ainsi l'« esprit de tolérance » (le « refus du rejet d'autrui »), et est tantôt présentée comme la condition du sys-

tème, tantôt comme l'une de ses heureuses conséquences. Cette « éthique de substitution » — cet ersatz d'éthique — ne saurait toutefois nous leurrer. Ni le compromis moderne ni, plus tard, la « société ouverte » ne se fondent sur une politique de la reconnaissance réciproque véritable telle que l'entendaient Érasme ou Montaigne. Bien plutôt, la tolérance des libéraux ne désignerait souvent que l'indifférence à la différence qui, finalement, ne fait que faciliter l'unification juridique et marchande de l'humanité, bientôt achevée. Autrement dit, elle ne compense en rien l'inaptitude profonde des mécaniques horlogères du marché et du droit à engendrer les dispositions culturelles indispensables à l'intégration communautaire des individus.

Depuis Mauss, on sait en effet que toute vie sociale reposerait sur un « cycle du don » (donner, recevoir, rendre), ou sur ce que George Orwell, le célèbre pourfendeur visionnaire de tous les totalitarismes, entend par « *common decency* » : « un minimum de valeurs partagées et de solidarité collective effectivement pratiquée », résume Michéa (p. 54). Sans le respect des vertus humaines de base, telles les dispositions universelles à la générosité et à la loyauté, il ne saurait y avoir de société « décente » ou véritablement humaine.

Selon Michéa, on l'aura compris, non seulement la société libérale, ou plutôt le « système » libéral, refuse de s'appuyer sur de telles vertus ou valeurs. Mais encore, comme insensible aux scrupules qui marquent bel et bien la pensée de Benjamin Constant, et celles de Tocqueville et d'Adam Smith lui-même sur ce point, la logique de l'idée libérale travaille depuis toujours à leur abolition. Elle se heurte, ce faisant, à la fâcheuse obstination des gens « ordinaires », encore conscients sans doute qu'« il n'y a pas de vrai bonheur dans l'égoïsme » (George Sand), à rester tout simplement humains, à

défendre  
sent les l  
fait d'ex  
tout aut  
que d'ac  
logie lib  
vement  
changer

### **Du moi au moi la logie**

Le libér  
au dép  
sans ill  
libérali  
« pessir  
ment se  
au « plu  
prétenti  
dans l'h  
constru  
tés poss  
à décha  
la neutri  
et meu  
pas. Ma  
du moi  
s'étend  
décidé  
de son  
mais é  
monde

D'après  
phose  
D'abor  
du proj  
la conc  
nemen  
technic  
la doct  
propre  
« culte

défendre leur « conservatisme » comme disent les libéraux. Se refusant à admettre ce fait d'expérience — que les hommes sont tout autant capables de donner et d'aimer que d'accumuler et de prendre —, l'idéologie libérale se verrait même progressivement forcée, pour atteindre son but, à changer son fusil d'épaule.

### **Du moindre mal au meilleur des mondes, la logique d'une idée...**

Le libéral, rappelle l'auteur, se présente au départ comme un homme réaliste, sans illusions sur la nature humaine. Le libéralisme, insiste-t-il, revendiquait un « pessimisme de l'intelligence », uniquement soucieux de soustraire l'humanité au « plus grand des maux » : la guerre. Ses prétentions, d'une modestie sans précédent dans l'histoire de la pensée, se bornaient à construire « la moins mauvaise » des sociétés possibles. C'est dire s'il ne s'attendait pas à déchaîner l'enthousiasme. Obnubilé par la neutralisation des passions idéologiques et meurtrières, il ne le voulait d'ailleurs pas. Mais les temps ont changé : « L'empire du moindre mal, à mesure que son ombre s'étend sur la planète tout entière, semble décidé à reprendre à son compte les traits de son plus vieil ennemi. Il entend désormais être adoré comme le meilleur des mondes » (p. 199).

D'après le philosophe, cette métamorphose n'est toutefois pas si surprenante. D'abord parce que la modération initiale du projet libéral ne concernait nullement la conquête par l'homme de son environnement naturel au moyen de la science, des techniques et de l'industrie ; dès l'origine, la doctrine libérale possède donc bien ses propres éléments d'optimisme même si le « culte religieux de la croissance et du pro-

grès matériel » s'inscrit au principe même de la civilisation moderne dans son ensemble. Ensuite, et surtout, la mutation du libéralisme de Mill ou de Constant en un *Brave New World* digne du roman d'Aldous Huxley devrait finalement se comprendre comme la seule manière de résoudre la curieuse contradiction qui marque le libéralisme. Celui-ci doit en effet inciter, voire contraindre en permanence les hommes à se comporter comme des individus égoïstes et uniquement soucieux de leur intérêt alors qu'ils sont censés l'être par nature.

À force, il était donc inévitable que la logique libérale, coupée de toute réalité sociale, soit condamnée à une fuite en avant, qui la pousse — le plus souvent inconsciemment, modère l'auteur — à réactiver le projet, par excellence utopique, de la fabrication d'un homme nouveau. Un homme enfin conforme aux exigences du fonctionnement optimal du marché et du droit. Enfin ainsi, pour Fukuyama — et ses « milliers de clones idéologiques », désormais aux commandes du monde — le triomphe *définitif* du capitalisme signera-t-il demain la *vraie* « fin de l'histoire ». Mieux : nous serions à la veille de nouvelles découvertes scientifiques dans les sciences de la vie et les nouvelles technologies sur le point d'abolir l'humanité en tant que telle<sup>4</sup>. Bienvenue dans l'histoire « au-delà de l'humain » des élites libérales. Certes, il faut pour cela que les hommes « cessent de se sentir hommes » et les « vertus humaines de base » n'ont fort heureusement pas encore disparu. Mais l'industrie de la publicité, du divertissement et de l'information y travaille sans relâche à l'échelle de la planète. Si les conditions pratiques de l'instauration d'une société (enfin) décente, de la sauvegarde d'une société humaine tout

<sup>4</sup> Voir Francis Fukuyama, « La fin de l'Histoire dix ans après », *Le Monde*, 17 juin 1999.

court, existent donc potentiellement toujours, le temps presse. La fin de l'humanité et la destruction de la nature seraient ainsi devenues des hypothèses de travail dont ni Marx ni Orwell ne pouvaient soupçonner la proximité.

S'il se clôt sur ces « leçons de ténèbres », le propos de Jean-Claude Michéa ne se réduit pas à une mise en garde empreinte d'un certain désespoir. Il déploie aussi un argumentaire aussi implacable que philosophiquement solide. Si le jugement, sans appel, ne convaincra pas tout le monde, le procès est sérieusement instruit. Il devrait donc intéresser tous ceux qui se soucient de comprendre la société dans laquelle nous vivons. Michéa ne se contente pas d'attaquer ou de dénoncer le « système » : il en reconstruit ce qui constitue d'après lui la « logique » afin d'en expliquer le succès. Libre au lecteur de ne pas le suivre jusqu'au bout ou de considérer que le point de vue politique qui soutient la défense des libertés démocratiques fondamentales partout où elles se trouvent menacées (p. 16-17) fait aussi pleinement partie de l'héritage du libéralisme.

Mais, si l'on s'accorde avec l'auteur dans son refus de confondre le « libéralisme réel » avec cette posture défensive et critique, la question qu'il pose mérite sans conteste plus que jamais d'être réexaminée : s'agit-il du « moins mauvais » des systèmes, du « seul possible », ou plutôt d'un des pires qui soient, parce qu'il n'est ni l'un ni l'autre, mais excelle, depuis plusieurs siècles déjà mais de plus en plus efficacement, dans l'art de le faire croire ? N'en déplaise à Jacques Rancière<sup>5</sup>, toute critique radicale du mode de vie capitaliste n'est

pas animée par une « haine profonde de la démocratie » (p. 124) comme le serine la vieille rengaine des libéraux modernes reprise en chœur par tous les « progressistes ». L'époque, dirait-on, manque cruellement de sceptiques authentiques. À cet égard, l'essai de Michéa sur la civilisation libérale rappelle l'un des avertissements de Rousseau dans *l'Émile* : « Il n'y a point d'assujettissement si parfait que celui qui garde l'apparence de la liberté ; on captive ainsi la volonté même. » ■

Florence Delmotte a notamment publié Norbert Elias : *la civilisation et l'État. Enjeux épistémologiques et politiques d'une sociologie historique*, Bruxelles, éditions de l'université de Bruxelles, coll. « Philosophie et société », 2007.

<sup>5</sup> Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique éditions, 2005.